

chargées de l'administration ou de la direction de l'association pour l'attestation de l'exactitude des données prévue à l'article **R. 5151-17**.

Un téléservice national dénommé : “ Le Compte Asso ”, placé sous la responsabilité du ministère chargé de la vie associative permet cette attestation et la transmission des données prévues à l'alinéa précédent à la Caisse des dépôts et consignations.

## *Livre II : Dispositions applicables à certaines catégories de travailleurs*

### *Titre Ier : Travailleurs handicapés*

#### *Chapitre Ier : Objet des politiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées*

D. 5211-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Pour la mise en œuvre des politiques d'accès à la formation et à la qualification prévues à l'article **L. 5211-2**, une programmation pluriannuelle de l'accueil en formation garantit un ensemble complet de services aux personnes handicapées.

Cette offre respecte la possibilité de libre choix de ces personnes tout en tenant compte de l'analyse des besoins et de la proximité des lieux de formation.

[service-public.fr](#)

> Quelles formations sont accessibles à une personne en situation de handicap ? : Code du travail : articles D5211-1 à D5211-6

D. 5211-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

En application de l'article **L. 5211-4**, les organismes de formation ordinaires, ceux spécialement conçus pour la compensation des conséquences du handicap ou la réparation du préjudice et les acteurs mentionnés à l'article **D. 6312-1** mettent en œuvre, au titre de la formation professionnelle continue, un accueil à temps partiel ou discontinu, une durée adaptée de formation et des modalités adaptées de validation de la formation professionnelle pour les personnes handicapées mentionnées à l'article **L. 5212-13** du présent code et à l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles.

D. 5211-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Les adaptations mentionnées à l'article **D. 5211-2** peuvent être individuelles ou collectives pour un groupe de personnes ayant des besoins similaires. Elles portent également sur les méthodes et les supports pédagogiques et peuvent recourir aux technologies de l'information et de la communication.

D. 5211-4

Décret n°2009-289 du 13 mars 2009 - art. 4

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Les adaptations sont mises en œuvre sur la base des informations fournies par :

1° La personne handicapée ;

2° Le service public de l'emploi ;